

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/7134
11 février 1966
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 10 FEVRIER 1966, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE CHARGE D'AFFAIRES PAR INTERIM DE CUBA

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre la lettre ci-après de M. Fidel Castro Ruz, premier ministre du Gouvernement révolutionnaire de Cuba.

La Havane, le 10 février 1966

Son Excellence U Thant
Secrétaire général de
l'Organisation des
Nations Unies

Monsieur le Secrétaire général,

C'est par votre intermédiaire que je tiens à répondre comme il convient à la lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants des gouvernements d'Amérique latine qui, à l'exception du Gouvernement mexicain et suivant les directives du Gouvernement interventionniste et impérialiste des Etats-Unis, se sont permis de "dénoncer" devant cet organe les décisions de la première Conférence de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, qui s'est tenue à La Havane du 3 au 12 janvier 1966. Je vous prie également de bien vouloir faire distribuer ma réponse comme document officiel du Conseil de sécurité.

Il est incroyable que ces gouvernements aient le cynisme d'accuser d'interventionnisme Cuba et la Conférence de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, alors que les gouvernements signataires de cette lettre sont précisément les instruments les plus serviles de l'impérialisme yankee en Amérique latine, que la plupart d'entre eux n'ont pas hésité à soutenir l'intervention criminelle des troupes yankees sur le territoire de Saint-Domingue et que quelques-uns d'entre eux seulement ont élevé une protestation molle et hypocrite. Avec la

lâche et honteuse complicité de ces mêmes gouvernements se poursuivent l'occupation militaire yankee et l'oppression d'un pays et d'un peuple frère d'Amérique latine, où, presque chaque jour, les troupes de l'envahisseur ouvrent le feu contre la population et assassinent des hommes et des femmes sans défense. Certains de ces gouvernements, comme ceux du Brésil, du Honduras et du Costa Rica, participent directement à l'occupation militaire. Et, pour comble de cynisme, M. Garcia Godoy, fantoche dépourvu de toute dignité et de tout patriotisme, souscrit à cette déclaration au nom de ce même pays qui est occupé et opprimé par les troupes yankees et d'autres soldats mercenaires étrangers.

En fait, tous ces gouvernements se font l'instrument de l'ingérence, de la domination et de l'exploitation de leurs propres pays par l'impérialisme nord-américain, qui dirige leurs forces armées, leurs banques, leur commerce, c'est-à-dire l'économie de chacun d'entre eux, leur dicte leur politique extérieure et se réserve ouvertement le droit de les occuper militairement, comme il l'a fait à Saint-Domingue lorsqu'il l'a jugé nécessaire pour ses intérêts mercantiles.

De concert avec des gouvernements représentant les mêmes intérêts, les Etats-Unis ont poursuivi leur politique ouverte d'intervention sur ce continent.

Ainsi, en 1954, utilisant des forces mercenaires venant de bases installées dans des pays voisins, ils ont renversé le Gouvernement constitutionnel et légitime du Guatemala, pour replonger ce pays dans l'exploitation la plus sombre; en 1961, ils ont organisé, financé et dirigé, avec le concours des Gouvernements du Guatemala et du Nicaragua, l'invasion mercenaire de Playa Girón; en 1964, ils ont perpétré le massacre dont a fait l'objet le peuple panaméen pour avoir revendiqué sa souveraineté sur le territoire du Canal; enfin, en 1965, bravant les protestations et l'indignation mondiales, ils ont envahi et occupé le territoire de Saint-Domingue.

La conscience de la solidarité militante des peuples d'Amérique latine s'est accrue, développée et approfondie au cours de la lutte contre les interventions impérialistes yankees, contre l'occupation et la colonisation yankees de Porto-Rico contre l'appropriation yankee d'une partie du territoire de Panama en 1903, contre la deuxième intervention yankee à Cuba en 1906, contre l'intervention yankee au

Mexique en 1914 et 1917, contre l'intervention yankee en Haïti en 1915, contre l'intervention yankee à Saint-Domingue en 1915, contre l'intervention yankee au Nicaragua en 1910 et 1926, contre les agressions yankees contre le Guatemala et Cuba déjà mentionnées. Et, à l'heure actuelle, ce sentiment de solidarité acquiert une force et une vigueur extraordinaires devant l'occupation militaire de Saint-Domingue et la menace d'intervention qui plane sur toutes les nations d'Amérique latine.

Cette menace s'est concrétisée par la décision de la Chambre des représentants des Etats-Unis, qui a déclaré impudemment que le gouvernement de ce pays doit intervenir, quand il l'estime opportun, dans n'importe quel territoire de ce continent.

Les impérialistes yankees ont appliqué leur politique interventionniste non seulement en Amérique latine, mais aussi en Afrique, en Asie et dans le reste du monde.

L'intervention yankee au Congo, réalisée sous le couvert du drapeau des Nations Unies, est un exemple typique.

A l'heure actuelle, l'intervention yankee contre le peuple du Viet-Nam du Sud et les bombardements de la République démocratique du Viet-Nam du Nord montrent comment, au-delà des océans, les hommes du Pentagone et des monopoles nord-américains poursuivent leur politique interventionniste et mettent en danger la paix mondiale.

Les gouvernements de pays latino-américains qui, prétendant voir un danger pour la paix dans les résolutions de la Conférence de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, ont signé cette lettre au Président du Conseil de sécurité des Nations Unies, ont choisi d'être sourds et aveugles et d'ignorer ces monstrueuses réalités que l'impérialisme impose au monde actuel.

Les peuples des pays d'Amérique latine que ces gouvernements disent représenter sont exploités sans pitié par les monopoles des Etats-Unis.

Les peuples de ces pays ont le droit de liquider - et, tôt ou tard, ils liquideront - ces gouvernements qui les trahissent et qui servent les intérêts étrangers dans leur propre pays, et ils les liquideront par l'action révolutionnaire la plus violente, car, pour les exploiter et les opprimer, les impérialistes ont de plus en plus recours à la force, à la violence et aux armes, et il ne leur resté pas d'autre solution.

Proclamer le droit de ces peuples opprimés et exploités par l'impérialisme avec la complicité des classes réactionnaires que constituent, dans chacun de ces pays, les intérêts privilégiés et strictement minoritaires représentés par ces gouvernements n'est pas faire preuve d'interventionnisme, mais, au contraire, lutter contre l'interventionnisme.

Il importe de ne pas confondre l'indépendantisme avec l'interventionnisme.

Les représentants révolutionnaires des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui se sont réunis à La Havane ont décidé, bien entendu, d'intensifier la lutte contre l'interventionnisme et d'aider les peuples qui combattent pour leur libération et leur indépendance. Mais, qui plus est, ils ont souligné que c'est le devoir des Etats et des gouvernements progressistes d'appuyer les peuples qui luttent contre l'impérialisme interventionniste et agresseur.

L'aide apportée aux peuples qui luttent pour leur indépendance a des antécédents historiques et politiques bien connus.

Il ne viendrait à personne l'idée de prétendre que les révolutionnaires français qui, au XVIIIème siècle, ont aidé le peuple américain à se libérer de la domination coloniale de l'Angleterre, se sont rendus coupables d'intervention. Le peuple français, celui des Etats-Unis et les peuples du monde entier ont reconnu le mérite indiscutable des hommes courageux qui ont lutté en terre américaine pour obtenir l'indépendance des treize colonies.

La solidarité militante et révolutionnaire des peuples d'Amérique latine s'est manifestée de façon très active dans l'épopée libératrice de Bolivar, San Martín et Sucre. Les peuples d'Amérique latine évoquent avec reconnaissance cette solidarité. Il ne viendrait à personne l'idée de qualifier d'acte d'intervention le mouvement de libération qui a soulevé l'Amérique latine pendant le siècle dernier.

En 1826, Simon Bolivar a convoqué les peuples d'Amérique à la Conférence de Panama pour étudier les mesures qui permettraient de libérer complètement le continent sud-américain de l'oppression coloniale espagnole.

Selon les critères de l'impérialisme yankee et des misérables laquais qui ont signé la lettre mentionnée ci-dessus, cette conférence pourrait être considérée comme une violation de la souveraineté des peuples et un acte d'intervention nettement caractérisé.

Que cessent l'agression, l'oppression et l'intervention impérialistes. Que les Etats-Unis se retirent du territoire de la République Dominicaine; qu'ils retirent leurs troupes du Sud-Est asiatique et du Viet-Nam; qu'ils cessent de bombarder la République démocratique du Viet-Nam; qu'ils rendent au peuple panaméen le territoire qui lui a été enlevé dans la zone du Canal; qu'ils cessent d'exploiter les peuples appauvris d'Amérique et d'autres parties du monde; qu'ils restituent les territoires de leurs bases militaires à l'étranger, y compris la base de Guantanamo; qu'ils mettent fin à leurs menées en Asie, en Afrique et en Amérique latine; que soit aboli, enfin, le système de la domination impérialiste. Voilà ce que réclament les peuples et ceux qui représentent légitimement les intérêts des peuples.

Le Gouvernement révolutionnaire de Cuba adhère sans réserve aux résolutions adoptées par la première Conférence de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Nous nous rendons bien compte, Monsieur le Secrétaire général, que les déclarations cyniques de ceux qui disent représenter dix-huit pays d'Amérique latine dissimulent l'intention de justifier de futures interventions militaires des Etats-Unis dans d'autres pays d'Amérique latine et, en particulier, une agression contre Cuba lorsque la vague de la révolution montera dans ce continent opprimé et exploité et que l'insignifiante minorité qui gouverne les Etats-Unis - c'est-à-dire les monopoles, qui sont responsables des tensions qui règnent dans le monde et coupables d'agression et d'intervention dans les affaires des peuples - verra s'écrouler à ses pieds l'empire fondé sur ses intérêts.

Mais Cuba, Monsieur le Secrétaire général, n'est pas défendu, comme la République Dominicaine, par un peuple désarmé bien qu'héroïque, et le jour où ces impérialistes et leurs complices auront la témérité de porter la main sur

notre patrie, ce jour-là il sera bien temps de soupirer après la paix au sein de l'Organisation des Nations Unies, car la résistance à laquelle ils se heurteront risque fort d'ébranler le monde.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Premier Ministre du Gouvernement
révolutionnaire de Cuba,

(Signé) Fidel CASTRO RUZ

Je saisis cette occasion, etc.

Le Chargé d'affaires par intérim,
Conseiller,

(Signé) Juan JUAREE JUAREE

